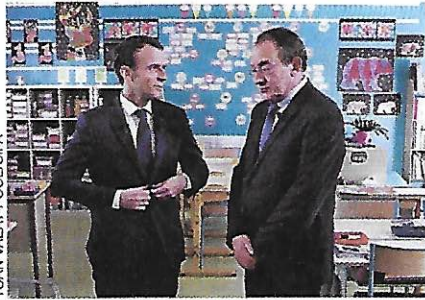


# COULISSES POLITIQUES



Emmanuel Macron et Jean-Pierre Pernaut.  
Derniers préparatifs avant de lancer  
l'interview dans une école de l'Orne.

## Macron à Berd'huis : un bain de foule maîtrisé

Brigitte Luypaert, la maire du village de Berd'huis (Orne), garde un souvenir angélique de la venue du président, interviewé dans une école de sa commune. Et pour cause: seules les personnes favorables au chef de l'État étaient autorisées à l'approcher. Quant aux mécontents — les chemins, infirmiers et professeurs qui avaient fait le déplacement —, ils ont été tenus à l'écart derrière des barrières par les nombreux CRS et policiers. Brigitte Luypaert le reconnaît: «*Le dispositif était impressionnant. Les opposants ont été canalisés.*»

## La lanceuse d'alerte qui attaque Nathalie Loiseau

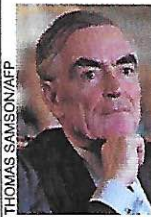
*Je m'appelle Françoise Nicolas.  
Mon dossier de lanceur d'alerte*

est sur votre bureau depuis déjà seize mois. À ces mots, soufflés à la sortie d'une conférence à l'OCDE sur le thème de l'éthique et la gouvernance, vendredi 30 mars, Jacques Toubon blêmit. L'ancien garde des Sceaux de Jacques Chirac, désormais Défenseur des droits, est, selon la loi Sapin 2, chargé d'assurer la protection des lanceurs d'alerte. Mais l'enquête, qui incrimine le Quai d'Orsay et plus particulièrement Nathalie Loiseau, l'actuelle ministre déléguée aux Affaires européennes, qui était à l'époque directrice des ressources humaines du Quai d'Orsay, patine. Les faits remontent à 2009. Françoise Nicolas, alors fonctionnaire à l'ambassade de France au Bénin, met au jour un système de malversations et de détournements de fonds au sein de l'ambassade. Face au silence complice de sa hiérarchie, elle finit par alerter l'administration centrale à Paris. En récompense de son zèle: menaces, tentative de meurtre par strangulation, rapatriement disciplinaire, mutation d'office dans un service mouvoir...

Des griefs et autant de procédures auxquelles on lui oppose sans cesse la raison d'État.

## Qui pour succéder à Jean-Claude Marin ?

Après avoir découvert que, s'il était nommé procureur du Parquet national antiterroriste (PNAT), il n'accepterait pas au grade envié de procureur général, François Molins, procureur de la République de Paris depuis 2011, ambitionnerait désormais, d'après nos informations, de succéder au procureur général près la Cour de cassation, Jean-Claude Marin (photo), qui devrait prendre sa retraite dans les prochains mois. Un poste prestigieux également convoité par l'actuel procureur général près la cour d'appel de Paris, Catherine Champrenault, qui fut un temps détachée au cabinet de Ségolène Royal, mais aussi par Catherine Courcol-Bouchard, premier avocat général à la Cour de cassation.



THOMAS SAMSON/AFP

### LE LIVRE

#### Les Leçons du pouvoir

de François Hollande  
Stock, 288 pages, 22 €

Tout n'est pas à jeter dans le livre de François Hollande. Quelques passages valent l'attention des lecteurs avides d'entrer dans la tête d'un président ordonnant une exécution ciblée ou d'aller à la rencontre d'Obama, de Merkel et de Poutine. Le reste est, au fond, très prévisible:

François  
Hollande  
Les leçons  
du pouvoir



Hollande défend son bilan et détaille toutes les injustices qu'il estime avoir subies: «*l'acharnement moutonnier*» de la presse, l'absence de soutien de Martine Aubry, les frondeurs... À la lecture, c'est une extrême rancœur qui ressort de ces pages. La rancœur d'un dirigeant qui voit l'embellie économique

profiter au suivant — «*un président travaille inlassablement pour son successeur*», écrit-il. La rancœur d'un stratège politique réputé qui n'a pourtant pas su contenir l'ambition de son ministre de l'Économie (Macron, omniprésent dans l'ouvrage, y est décrit comme un cachottier ambigu). À la fin, on a cette impression étrange d'avoir lu le témoignage d'un homme qui ne fut en réalité jamais président.

Pages coordonnées par Patricia de Sagazan